

International Review of Community Development

Revue internationale d'action communautaire



Présentations: éducations permanentes en mouvement ?

Pierre Dominicé, Pier-Angelo Neri, Bernard Francq, E. Ollivier, Françoise Goffinet, Anne-Marie Thirion, M. de Montalembert and Gaston Pineau

Number 9 (49), Spring 1983

Éducations permanentes en mouvement ?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1034702ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1034702ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)

2369-6400 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Dominicé, P., Neri, P.-A., Francq, B., Ollivier, E., Goffinet, F., Thirion, A.-M., de Montalembert, M. & Pineau, G. (1983). Présentations: éducations permanentes en mouvement ? *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (9), 3–6.
<https://doi.org/10.7202/1034702ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1983

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Éducatons permanentes en mouvement ?

Ce titre projette en page couverture un pluriel et une question. Projection grossissante d'une problématique que travaillent les pages suivantes. Pas systématiquement. L'éclatement est trop multiple et la question trop lourde pour pouvoir être traités de front et être épuisés dans l'espace d'un numéro. L'équipe internationale de rédaction — partie de ce pluriel et de ce mouvement — aurait elle-même éclaté avant, épuisée. À partir d'un plan commun d'exploration précisant quatre champs principaux — les pratiques peu instituées, les pratiques instituées, les politiques et l'historique — chaque composante nationale de l'équipe a piloté la production d'articles qui doivent être vus comme échantillon, prélèvement de terrain, indiquant l'existence de « soubassements » sans pouvoir ni vouloir en faire l'analyse complète.

Pourquoi avoir opté pour ce large plan d'exploration « au risque de se perdre » ? Parce que le projet du numéro est d'essayer de *comprendre* ce qui est appelé en finale « Le grand bazar » de l'éducation permanente, et de le comprendre dans sa dimension socio-historique au moins pour les quatre pays francophones représentés et pour les dix dernières années. Quels sont les principaux rapports, acteurs et enjeux sociaux de cet énorme « marché » de la formation ? Que signifie son « ouverture » dans cette dernière décade, après le feu vert de l'Unesco en 1972 consacrant l'E.P. comme idée maîtresse des politiques éducatives futures, alors qu'avant, cette idée ne faisait que flotter — comme mythe et comme utopie — dans

l'imaginaire des différentes formations sociales ? Projet de compréhension lui-même mythique et utopique — selon certains — car le « bazar » est grand, complexe, hétérogène et polyvalent ; il ne peut être réduit à sa fonction économique qu'en méconnaissant ses fonctions culturelles et politiques. Ce n'est pas le supermarché occidental super-rationalisé programmé, aseptisé. C'est une concentration sociale créant un microcosme de relations denses et complexes. Au-delà de l'imagerie qui fait sourire, ce mot qui vient d'Orient, traduit peut-être plus qu'on ne le pense le projet émergent d'éducation permanente, mouvant nombre d'Occidentaux en recherche... En particulier les acteurs-porteurs de cette revue.

Éducation permanente et R.I.A.C.

Ce numéro a eu des précédents à la R.I.A.C. Les plus proches — d'un point de vue thématique — sont les numéros 2 et 3 sur l'éducation populaire. Par contre, les autres sur la santé, (numéro 1), le logement (numéro 4), la recherche-action (numéro 5), les médias (numéro 6), le social (numéro 7) et les jeunes face au chômage (numéro 8), ne lui sont pas étrangers.

Ces secteurs sont les lieux sociaux concrets où se déploie, selon nous, l'enjeu central du mouvement d'éducation permanente : appropriation des conditions de vie par les premiers intéressés ou désappro-

priation. Une « cité éducative » ne se construira pas sans des transformations sans doute permanentes de ces lieux — d'où leur importance pour le mouvement, même s'ils sont encore, par rapport à lui, marginaux ou périphériques. Se brancher sur ces nouvelles formes d'action éducative qui se forgent dans ces lieux — parfois sans le savoir — est primordial pour désin-fantiliser les pratiques, discours et imaginaires éducatifs très conditionnés par le lourd héritage scolaire.

L'importance de ces lieux sociaux pour un mouvement d'E.P. se voit donc assez directement. Mais que peut leur apporter ce mouvement ? La réponse est moins claire et le numéro sur l'E.P. a été aussi vu comme devant travailler cette question, en particulier au niveau de la revue elle-même. Quel intérêt la R.I.A.C. a-t-elle à faire un numéro sur l'E.P., non comme sur un autre thème, mais en se demandant en quoi et pourquoi elle est ou pourrait être une revue de formation — et pas seulement d'information — avec des pratiques sociales progressistes ?

Grosse question qui semble courir de façon plus ou moins latente et sous différentes formulations depuis les débuts de la revue et qu'une fonction de ce numéro est d'essayer de poser de façon plus explicite et plus directe, mais peut-être aussi moins globale. Car, pour commencer et surtout continuer à y répondre, il semble qu'il faille la déglobaliser.

En premier lieu, cette question interroge le modèle de fonctionnement classique des revues qui, au niveau de l'information, réalise le modèle hétéronome institutionnel dominant d'une dépendance des usagers vis-à-vis d'une minorité d'organiseurs. Comment ne pas reproduire ce modèle et faire que la revue soit, au niveau de son fonctionnement, un instrument d'information/formation en évitant :

1. une reproduction automatique des rôles entre auteurs et lecteurs ;
2. une reproduction des rapports passifs ou d'absence de rapport entre auteurs/lecteurs.

En deuxième lieu, cette question interroge la façon de travailler les thèmes. Ceux-ci se veulent des espaces de traitement de nouvelles praxis sociales qui émergent la plupart du temps pour lutter contre des découpages institutionnels et disciplinaires inadéquats. La difficulté de ces nouvelles praxis sociales est d'émerger non seulement pratiquement mais aussi théoriquement, car elles débordent habituellement les lieux institués d'élaboration théorique. Leur remise en

cause globale, qui est souvent leur principal message latent, n'arrive pas à trouver leur forme d'expression adéquate dans les lieux, les mots et problématiques disponibles. Ces ressources d'expression théorique les découpent selon des logiques contre lesquelles justement ces praxis s'élèvent. Cette situation semble être celle des nouvelles praxis sociales actuelles qui dynamisent les personnes de la revue. Ces praxis débordent nos problématiques conditionnées par notre position institutionnelle si périphérique soit-elle, mais déjà déterminée par une division préalable du social. Si l'on veut que notre traitement favorise le surgissement de sens nouveaux portés le plus directement peut-être par ces débordements, il nous faut trianguler nos visions à défaut de pouvoir abolir nos divisions.

En quoi cette triangulation E.P., travail du social et nouvelles praxis, peut-elle apporter plus qu'un traitement transdisciplinaire ou même interdisciplinaire ? Peut-être dans le sens où cette alliance aide à vivre et à visionner chaque praxis comme élément/événement d'une société en train de se faire elle-même plutôt que comme élément/événement d'un champ disciplinaire-professionnel, même en redéfinition. Trop ou trop peu ? À voir. Mais il n'est pas sûr que cette alliance ne soit pas un essai tâtonnant pour réhabiter à part entière notre action sociale après en avoir été délogés par les différentes découps professionnels et disciplinaires.

Des acteurs...

C'est donc avec ce projet de comprendre ce grand bazar de la formation ouvert ces dix dernières années et dans ce contexte de recherche de la revue que ce numéro a été construit. Il part avec une série d'expressions directes d'acteurs sociaux de différents âges en peine de devenir auteurs... de leur propre vie. Avant d'être lois, décrets, programmes, services, interventions, analyses, il nous semble que l'E.P., c'est d'abord une volonté, sinon une nécessité de vivre, de personnes qui cherchent à tous les âges de la vie, d'abord à survivre et ensuite à savoir pourquoi, et qui parfois réussissent... envers et contre tous. Élémentarisme généreux diront de savants analystes analphabètes de la vie, incapables de même pressentir la surcharge de sens portée par ces mots arrachés un à un aux contraintes matérielles. Ces mots sont en deça de la demande de formation. « Tout mouvement social

aujourd'hui est contestation de la production des besoins, effort pour redéfinir la consommation en termes qui ne soient pas de demande, volonté d'autodétermination de la consommation individuelle et collective². »

Il n'y a donc pas forcément continuité entre ces expressions balbutiantes et l'épineux problème de la « demande »... à travailler (partie 2) : occasion de (re)négociation sociale (C. Josso), liée au développement technologique (G. Peters, S. Noël) et à l'émergence d'un nouvel acteur-traducteur : le formateur d'adultes (R. Gagnon). Surtout que tout le monde est ou peut être « demandeur » (partie 3) : les jeunes (M. Rigout), les vieux (J.P. Deremble, B. Veyssset), les femmes (Darcy de Oliveira, M. Grandjean), les chômeurs (C. Mougenot, C. de Pierpont) mais aussi les professionnels des carrières sociales (P. Dominicé) ou du personnel communal (P. Puijalon). Autant de « publics » — dont la liste n'est pourtant pas exhaustive — qui peuvent se former en différents milieux (partie 4) : peu à l'université (J.P. Korolitski, M. de Montalembert), plus en entreprise (P. Paquet), quelques-uns en inventant des « alternatives » (F. Mornet), d'autres dans les syndicats (V. Pédrina), les médias (M. Pichette) ou selon des concertations régionales interinstitutionnelles (C. Sirois).

Un vrai bazar grouillant de monde en effervescence que chaque État tente de contrôler et d'ordonner selon des essais de politiques accouchant parfois de lois importantes (Belgique 1973, 1976, France 1971), parfois encore en gestation (Suisse, Québec) (partie 5) mais qui seront toujours à transformer (partie 6).

...en mouvement ?

Les articles présentent les dynamiques conflictuelles qui, la plupart du temps, régissent les rapports de ces différents acteurs. Tous ne vont pas dans le même sens. Et c'est pourquoi la question se pose. Au delà des conflits de bazar, y a-t-il mouvement et mouvement social ? Question complètement déplacée pour certains intellectuels, amoureux du sens unique, déjà homologué si possible dans les codes de bonne conduite sociale. Si pas assez de gens ne vont pas en même temps en bon ordre, dans le même sens, il n'y a pas de mouvement social. Avec ces critères, c'est évident, il n'y a pas de mouvement social, tout le

monde va dans tous les sens, ou presque. Mais certains analystes des nouveaux mouvements sociaux sont moins péremptoirs et font même de cette polyvalence de sens, un indicateur d'émergence de mouvement. « Les nouveaux acteurs se manifestent par une sorte d'excès de sens. Ils semblent tous être détenteurs de leur propre sens. Leur objectif d'autogestion indique surtout leur volonté de ne plus être une matière première pour l'action politique ou idéologique, d'être producteurs de leur propre sens³. » La prolifération de nouveaux acteurs sociaux se réclamant de ce projet qui n'était, voilà 15 ans, qu'une utopie portée par quelques-uns, a considérablement élargi son ancrage social. Cet élargissement a coloré l'idéologie, créé des centres et des périphéries, des courants et contre-courants, fait affronter du « dur » : organigramme, économie, politique. Le mythe utopique n'est plus vierge et les querelles — pureté/bâtardise — vont bon train, de même que les revendications organisationnelles et les pressions institutionnelles. Les luttes ne sont plus seulement idéologiques et critiques d'un ordre éducatif anachronique. Elles se sont matérialisées et diversifiées, tant à l'interne, à l'externe, qu'aux frontières, aux sommets qu'aux bases. De nouveaux adversaires se sont révélés de même que de nouveaux alliés s'entrevoient. Pas toujours facilement, car le feu de l'action avive les intérêts locaux et voile parfois l'enjeu global. Or, porté par l'expression même, celui-ci semble bien n'être rien d'autre que la conquête d'une nouvelle historicité. Il serait aussi simpliste de croire que les acteurs en éducation permanente sont les seuls à le poursuivre que de penser qu'ils échappent à l'influence d'un mouvement social large de résistance et de contre-attaque de millions d'êtres vivants, de simples usagers, face à une bureaucratisation et une programmation informatique du monde. Entre la récupération moderniste et le cloisonnement populiste de ce mouvement, le passage est étroit. Il est à inventer. Avis aux amateurs... et aux professionnels.

Montréal, Février 1983

Le comité de rédaction du numéro

P. Dominicé (Suisse), P.A. Neri (Suisse),
B. Francq (Belgique), E. Ollivier (Québec),
F. Goffinet (Belgique), A.M. Thirion (Belgique),
M. de Montalembert (France),
G. Pineau, coordonnateur (Québec)

NOTES :

¹ Un autre numéro serait à faire sur les courants non-francophones de l'éducation permanente. Les limites de celui-ci ne nous ont pas permis de donner suite aux quelques articles commandés. Pour un aperçu sur ces courants, cf. G. Pineau éd., *Éducation ou Aliénation permanente ? Repères mythiques*

et politiques, Coédition Dunod, Sciences et Culture, Paris-Montréal, 1977.

² A. Touraine, *Mouvements sociaux d'aujourd'hui*, Acteurs et analystes, Paris, les Éditions ouvrières, 1982, p. 19.

³ *Ibid*, p. 18.